



**Ministère de l'Economie, du Plan
Chargé des Pôles de Développement
et de la Coopération Internationale
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
*Unité – Dignité – Travail***

RAPPORT GENERAL DE L'ATELIER

« MIEUX LIER AIDE HUMANITAIRE ET DEVELOPPEMENT EN RCA »

Tenu le 17 mars 2016

Dans la salle de conférence du stade 20.000 places



De nombreux collègues du Ministère du Plan et de la coopération internationales et du Ministère de l'Action sociale, de la promotion du genre et de l'action humanitaire ont soutenu de façon efficace les travaux préparatoires à cet atelier et ont contribué à son organisation en amont. Qu'ils en soient tous ici remerciés.

Le présent rapport est le fruit d'un travail auquel Mr. Célestin NGAKOLA, Président du Conseil Inter ONG en Centrafrique (CIONGCA); Madame Augustine YASSIOLO, Présidente de l'ONG Asso Passa de Centrafrique et Mr. Maixent Christophe GAZA, Secrétariat Permanent des ONG (SPONG) ont largement contribué.

L'exercice a reçu le soutien financier du Bureau du Coordonnateur résident du Système des Nations Unies en Centrafrique, du Fonds Korean pour les transitions économiques et de construction de la paix (KTT) de la Banque Mondiale et enfin de l'Ambassade de France à Bangui.

Table des matières

1. Introduction.....	3
2. Analyse du contexte	4
3. Résultats des travaux en groupe	6
4. Synthèse	14
5. En guise de conclusion	15
Annexe.....	16

1. Introduction

Le 17 mars 2016, s'est déroulé dans la salle de conférence du stade 20.000 places l'atelier de restitution et de recommandation sur « **les travaux de la mission du Groupe Urgence, Réhabilitation et Développement** », organisé par le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale, Chargé des Pôles de développement. Cet atelier a regroupé environ deux cent (200) participants représentant les structures non étatiques, ainsi que les cadres de la Présidence, des Départements Ministériels et des partenaires techniques et financiers.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par **Madame Florence LIMBIO**, la Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale, Chargée des Pôles de Développement, aux côtés de **Madame Eugénie YARAFI**, Ministre des Affaires Sociales, de la Promotion du Genre et de l'Action Humanitaire, de **Monsieur Aurélien AGBENONCI**, Coordonnateur humanitaire et Coordonnateur résident du Système des Nations Unies en Centrafrique et de **Monsieur François GRUNEWALD** du Groupe URD.

Deux discours ont été prononcés : le premier par **Madame Florence LIMBIO** et le second par **Monsieur Aurélien AGBENONCI**. Dans son discours, Madame la Ministre a mis en exergue la fragilité de l'Etat centrafricain due à la destruction du tissu socioéconomique dans tous les secteurs, 90 % de la population vivant désormais en dessous du seuil de pauvreté. **Madame Florence LIMBIO** souhaite une assistance de la communauté internationale afin de répondre aux urgences humanitaires et de relever l'économie. Pour atteindre ces résultats, les autorités de Transition ont mis un accent particulier sur la mobilisation des ressources. De ce fait, le présent atelier organisé par le Groupe URD et les résultats des travaux de sa mission devront permettre l'élaboration de propositions concrètes pouvant faciliter la sortie de la crise et une transition progressive de l'urgence au développement. Elle a ensuite exhorté les participants à user de leurs expertises pour formuler des propositions concrètes susceptibles de contribuer au relèvement du pays.

Avant de terminer ses propos, Madame la Ministre a exprimé la gratitude du gouvernement à l'endroit des partenaires techniques et financiers qui ne ménagent aucun effort pour appuyer le gouvernement chaque fois que le besoin se fait sentir, et surtout pour les efforts multiformes qu'ils ne cessent de déployer pour soutenir le peuple centrafricain.

Lors du second discours, **Monsieur Aurélien AGBENONCI** a mis l'accent sur la paix car sans la paix, il n'y a pas de développement. Il a également souligné l'importance de lier humanitaire et développement, ce qui est reconnu par les deux parties : nationale et internationale.

C'est dans cette logique que s'inscrivent à la fois la mission du Groupe URD et ce présent atelier, lequel doit permettre aux acteurs d'échanger sur la manière et l'approche à adopter pour aller vers le développement. Selon **Monsieur Aurélien AGBENONCI**, le développement doit par ailleurs contribuer à la lutte contre la pauvreté, c'est à dire un développement équitable.

La méthode globale de l'exercice a été organisée autour de 4 temps :

- Un premier temps autour d'une lecture de la situation, des scénarios possibles et de leurs enjeux spécifiques, sur la base des travaux préparatoires réalisés par le Groupe URD.
- Une première série de travaux en groupes sur la base de 4 thématiques identifiées par le Groupe URD suite à ses travaux et d'une 5^{ème} choisie collectivement. Chaque groupe avait pour tâche de diagnostiquer, d'analyser les risques et de formuler des recommandations opérationnelles et de coordination sur chaque thématique. Ces travaux donnèrent immédiatement lieu à une restitution et à un débat en plénière.
- Une seconde série de travaux en groupe selon le même format.
- Une dernière session en plénière suivie d'une conclusion.

2. Analyse du contexte

Intervenir actuellement en RCA demande une analyse historique de la situation soulignant notamment :

- La multiplicité des crises en RCA au cours des trente dernières années ;
- Le fait que le pays apparaisse de façon récurrente dans les listes d'« échecs du développement » et de « crises oubliées », en bas des listes portant sur le développement humain et en haut de celles portant sur les problèmes de gouvernance.
- La position géostratégique complexe de la RCA, entourée de pays assez turbulents (Soudan, Tchad, RDC) ou en passe de l'être (Cameroun) ;
- La position « territoriale » continentale, sans accès à la mer et complètement dépendant des voisins pour l'accès ;
- Une faible densité et des ressources naturelles de surface (forêts, terres agricoles et pastorales) et du sous-sol, qui attirent les appétits.

L'analyse du contexte actuel fait apparaître à la fois :

- l'importance de la dynamique en cours, avec la dynamique insufflée par le Forum de Bangui, les efforts de négociation entre les parties, ceux de la communauté humanitaire pour assister et protéger les populations et enfin des acteurs du volet du secteur de la sécurité, notamment la MINUSCA pour tenter de limiter l'insécurité. Cette dynamique est passée par des étapes importantes avec les élections législatives (deuxième tour encore à venir) et les élections présidentielles. Elle ouvre la voie à de nouvelles modalités de travail et de nouveaux projets qui doivent assurer, d'une part, la transition de l'humanitaire vers le développement et, d'autre part, la mise en place des activités qui accompagnent les post-crisis (DDR, retour des populations, mise en place des mécanismes de justice et de lutte contre l'impunité, etc.)
- la permanence d'une grande fragilité, voire dans certaines zones d'une insécurité persistante, ainsi que de grands besoins humanitaires hérités des phases de crise depuis 2013 et de l'état de délabrement dans lequel se trouve le pays. Ceci suppose la préservation d'une capacité de réponse humanitaire, y compris dans les zones porteuses de tendances encore conflictuelles.

C'est bien à ces deux dynamiques que le pays est confronté. Il en a découlé une réflexion sur différents scénarios, réfléchis non pas sur une base de probabilités, mais sur une analyse des gravités différentielles :

- Le scénario optimiste : les dynamiques politiques continuent positivement, avec des solutions identifiées pour la gestion des points de contentieux entre les parties à la crise ;
- Le scénario intermédiaire dans lequel continue de prévaloir une certaine insécurité, en tout cas dans certaines zones ;
- Le scénario « catastrophe » avec la reprise des hostilités à une grande échelle, de nouvelles atrocités sur le territoire induisant de nouveaux déplacements de populations et des besoins humanitaires en hausse significative.

C'est face à ce diagnostic situationnel et à ces différents scénarios que les travaux en groupes se sont mis en place.

3. Résultats des travaux en groupe

Pour la première session, les différents groupes thématiques étaient :

1. Les conséquences des différents scénarios en termes de Lien Urgence Développement ;
2. Garder une capacité de réponse aux crises au sein de la transition ;
3. Les enjeux de l'échange d'information entre familles d'acteurs : clés de la coordination ;
4. Normes et standards, enjeu de dialogue entre familles d'acteurs ;
5. Sécurité et DDR (Désarmement, Démobilisation et Réintégration).

A l'issue des travaux en commission de la première session, chaque groupe a présenté en séance plénière ses analyses et recommandations de la manière suivante :

Le Groupe 1 (**Conséquences des différents scénarios en termes de Lien Urgence Développement**) a identifié plusieurs points clés de la situation et fait ressortir un certain nombre de recommandations :

Dans le cas du scénario positif, sont importants :

- le fait que les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) puissent commencer à vite reprendre leur planification et initier des projets qui produiront des « dividendes de la paix » pour les populations et contribueront à re-légitimer les institutions de l'Etat ;
- Renforcement des capacités des partenaires nationaux à tous les niveaux ;
- Adapter des mécanismes des bailleurs aux contextes et la nécessité d'une nouvelle logique du financement de projet ;
- Mise en œuvre de la politique de décentralisation et de régionalisation, du DDR et du désengagement des ONG d'urgence ;
- Création d'un cadre de concertation entre les acteurs humanitaires, les acteurs étatiques et les bénéficiaires.

Dans le cas du scénario pessimiste, il importe de :

- renforcer les mécanismes de protection et d'assistance des populations,
- renforcer la capacité d'acteurs comme la MINUSCA dans leur capacité de restauration de la sécurité.

Le Groupe 2 (**Garder une capacité de réponse aux crises au sein de la transition**) a insisté sur un certain nombre de points et de recommandations :

- malgré un certain espoir, il importe de rappeler combien la situation reste fragile, à la fois pour des raisons internes à la RCA et en liaison avec son environnement sous-régional. De plus, les risques de catastrophes naturelles restent présents, avec des inondations ou des sécheresses, comme celle observée cette année ;
- pour faire face à ces situations et à ces risques, la flexibilité des financements est indispensable afin de pouvoir accompagner sans discontinuité les actions des différentes évolutions ;
- le renforcement des capacités des acteurs nationaux (étatiques et non étatiques) pour formuler les réponses humanitaires mais aussi renforcer les institutions nationales (protection civile, services de veille et de réponse sanitaire, services agricoles, etc.) en améliorant leurs moyens de réponse. Le travail de l'UNICEF en termes de soutien aux institutions nationales en charge de la réponse aux catastrophes a été cité comme exemple ;
- le développement d'un système d'alerte précoce et de surveillance pour les cas des crises (catastrophe, conflit, crise sanitaire...) est indispensable. Il faudra notamment assurer la connexion entre alerte et réponse ;
- le renforcement du rôle des acteurs locaux dans la coordination sectorielle de chaque *Cluster*, lorsque ceux-ci seront activés dans le futur pour répondre à une crise, devra être vu comme une priorité.

Le Groupe 3 (**Enjeux de l'échange d'information entre familles d'acteurs : clés de la coordination**) s'est penché sur les enjeux suivants :

- Il importe de garder à l'esprit que l'expérience de coordination qui se construit lors de la crise peut être fort utile pour la transition urgence-développement ;
- Les ONG nationales et les services concernés de l'Etat connaissent de grandes difficultés d'accès à l'information et aux mécanismes de coordination (manque d'accès à internet, mobilité plus limitée, ressources financières réduites, etc.), ce qui génère beaucoup de frustrations chez les acteurs nationaux ;
- Les problèmes de communication et de coordination sont autant externes (horizontaux) entre acteurs qu'internes (verticaux) au sein de chaque famille d'acteurs. La rotation souvent assez rapide des personnels aggrave ces difficultés. Les efforts devront donc porter dans les différentes directions pour fluidifier la communication ;

- Il importe de voir comment faire évoluer au mieux les mécanismes de gestion de l'information et de coordination pour qu'ils puissent progressivement être plus accessibles aux acteurs nationaux, notamment dans le contexte actuel où l'on peut espérer que la transition se mette en place (arbres de communications, boîtes à lettres, mutualisation de la présence et identification de points focaux qui jouent le rôle d'interface dans la diffusion de l'information, et qui adapteront les moyens de communication aux moyens techniques disponibles, clarification de la structure d'information à transmettre / définition des éléments d'information nécessaires qui répondent aux besoins d'informations des différents acteurs nationaux) ;
- Il s'agira de mettre en œuvre des actions concrètes pour combler l'écart technologique et les manques d'accès à l'information pour les acteurs nationaux : renforcement des capacités en matériel technique et/ou développement d'alternatives aux communications technologiques lorsqu'elles ne sont pas disponibles (téléphone, papier...).
- La mise en place des ateliers de planification (semestriels ou annuels) permettra la mise en commun des diagnostics de situation en vue de définir des plans d'action et une programmation commune intégrant le partage des responsabilités selon les moyens et ressources disponibles de chaque acteur ;
- Assurer que les réunions de coordination sectorielle (sur base mensuelle) fonctionnent tant au niveau décentralisation qu'au niveau national afin de permettre le suivi des plans d'actions et les échanges d'information ;
- Prévoir un forum régulier permettant le rapprochement entre structures de coordination d'urgence (*Clusters*) et de développement afin d'établir des ponts et un espace d'échange en vue de l'intégration progressive.

Le groupe 4 (**Normes et standards, enjeu de dialogue entre familles d'acteurs**) a abordé un certain nombre d'éléments :

- Dans un contexte de conflit, la connaissance du droit international humanitaire (DIH) et des principes humanitaires est essentielle, ce qui reste encore faible en RCA et demandera des efforts importants auprès de l'ensemble des acteurs ;
- La qualité de l'action humanitaire pour répondre aux besoins des populations est un enjeu important : différentes démarches, comme la diffusion des normes SPHERE et la réflexion autour des standards d'intervention et de ciblage des bénéficiaires grâce aux analyse de vulnérabilités et aux méthodes participatives, devront être poursuivies.

- Dans les contextes de crise aigüe où les enjeux d'impartialité sont essentiels, puis dans les phases de transition, la clarification des rôles des départements techniques des ministères vis-à-vis de l'action humanitaire devra être approfondie.
- La diffusion des rapports d'évaluation des ONG et la capitalisation des connaissances au sein des ONG au sein des mécanismes de coordination sont encore souvent réduites. Il s'agira de voir comment renforcer ces éléments.

Le Groupe 5 (**Sécurité et DDR**) a approfondi un certain nombre de points :

- La crise elle-même est liée en partie au désengagement souvent ancien de l'Etat dans certaines zones. La restauration de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire, passant par un retour de l'administration et des services techniques ainsi que des instances régaliennes (armée, police, justice), sera à la fois un outil et un enjeu clé de la transition et du passage « urgence-développement » ;
- Les processus de DDRR (Démobilisation-désarmement-réinsertion-réconciliation) seront une partie importante du processus de paix. Ils devront recevoir à la fois l'attention nécessaire et les moyens appropriés. La prise en compte des femmes combattantes dans la mise en œuvre du DDR ;
- La réintroduction de l'éducation à la citoyenneté doit être vue comme une des clés de la stabilisation durable et du retour à une paix pérenne ;
- Etant donné l'importance de l'ignorance et de l'analphabétisme dans la dynamique de haine et de perduration des tensions et des hostilités intercommunautaires, l'éducation, notamment primaire, doit être au cœur de la transition. La création des centres d'alphabétisation fonctionnelle pour permettre aux jeunes adultes de rattraper leurs retards devra être un axe prioritaire ;
- La réforme du secteur de sécurité (RSS) sera elle aussi un important élément du processus de sécurisation.

La deuxième séance des travaux en commission a porté sur les thématiques suivantes :

1. Articulation « sécurité/dialogue intercommunautaire/délivrance des services » ;
2. Les retours : facteurs favorables, facteurs défavorables ;
3. Les enjeux urbains ;
4. Les transferts de compétences et de capacités : dans la planification, dans l'action, dans la coordination et la gouvernance ;
5. Gouvernance, Justice et Réparation.

Les travaux en commission ont été conduits jusqu'à la restitution en séance plénière du contenu de leurs réflexions et de leurs recommandations.

Groupe 1 (Articulation « sécurité/dialogue intercommunautaire/délivrance des services ») a produit un diagnostic et les recommandations qui en découlent :

- La situation de stabilité sur l'ensemble du pays est celle d'un patchwork de zones stables et de poches d'insécurité dans certaines régions. Elle est liée à l'héritage de la crise et aux fractures communautaires dans certaines régions, ce qui prévaut autant en zone rurale qu'en contexte urbain.
- La capacité d'assurer les services de base et de répondre aux besoins des populations demande à la fois une capacité de sécurisation de la zone (notamment le retour de l'Etat et de ses instruments régaliens, mais aussi de ses services techniques) et un travail de fond avec les communautés qui se fait grâce au travail des ONG sur la cohésion sociale et à des moyens opérationnels.
- L'intervention tardive ou la faible présence des forces capables d'assurer la stabilisation est un facteur souvent pénalisant, car cela laisse souvent trop longtemps des acteurs de la violence face-à-face et laisse s'installer le cycle des représailles tout en prolongeant la durée des déplacements, etc. Il faut alors que les ONG soient en mesure de négocier avec les parties prenantes à la crise en vue de permettre l'accès humanitaire mais aussi de faciliter le dialogue intercommunautaire et l'accès aux services de base.
- Promouvoir l'éducation citoyenne pour une compréhension et une tolérance envers les communautés est essentiel. Ceci demande de prioriser le dialogue intercommunautaire pour un retour à la sécurité.
- Il faut éviter que des projets humanitaires mal conçus et mal mis en œuvre puissent générer de nouveaux conflits. Ils doivent être adaptés aux besoins des populations.

Le Groupe 2 (**Les retours : facteurs favorables, facteurs défavorables**) s'est penché sur ce sujet complexe pour en faire ressortir un certain nombre de points saillants :

- La violence liée au conflit, les incidents sécuritaires et les confrontations intercommunautaires, mais aussi l'incapacité de l'Etat à faire régner l'ordre ont induit de nombreux déplacements de populations tant vers les pays voisins que vers des zones plus calmes du pays, souvent vers des sites où l'aide ou une autorité étaient présentes. Ces déplacements ont contribué à créer des besoins humanitaires pour des populations coupées de leurs moyens de substance.
- Avec les espoirs d'évolution positive, on voit apparaître de nouvelles dynamiques de déplacements, avec des retours tant de réfugiés que de déplacés, ou encore de nouvelles mobilités des sites vers d'autres zones. Ailleurs, l'insécurité continue de prévaloir et l'accès humanitaire est encore limité. Ces dynamiques complexes de retour, de rapatriement et de réinstallation, posent de nombreux défis sur les questions de sécurisation, de redémarrage des services sociaux de bases et d'appui à la reconstruction. Si l'approche communautaire est essentielle, l'implication du gouvernement, à la fois par ses politiques de sécurisation et ses stratégies de déploiement des services, constitue un encouragement clair au retour. Les ONG et les Nations unies devront aussi accompagner les retours, quand ceux-ci sont volontaires et que les conditions le permettent : la promotion des droits des personnes déplacés et réfugiés rentrant, avec restitution des terres et des logements, mais aussi la démonstration de la nature volontaire des retours devront s'inscrire dans des processus participatifs, dans un cadre légal approprié (y compris la Convention de Kampala).
- Dans les cas où l'insécurité continue de prévaloir - avec la présence de groupes armés, une prolifération d'armes et la continuation des conflits intra- et intercommunautaires et des conflits fonciers -, la relance des services essentiels restera limitée. En l'absence de l'Etat, les processus de confiscation des terres et des logements ainsi que l'instrumentalisation des questions confessionnelles vont continuer et fortement réduire les processus de retour, voire les bloquer complètement.

- Dans de nombreux cas où les retours pourraient démarrer, l'absence de logement pour les locataires, les risques d'évictions forcées, les défis culturels (pratiques funéraires par exemple) et l'enjeu de l'intégration de la communauté hôte obligent à donner une importance particulière au principe de « Do no harm ».
- Une série de précautions devront être prises pour préparer les retours, notamment le désarmement des porteurs d'armes, l'identification des propriétaires (et ayant-droits) des maisons, des parcelles et des locataires, l'appui à la cohésion communautaire, etc.).
- L'appui au retour pourra prendre des formes variables, notamment : l'organisation de visites « Go and See », d'activités de sensibilisation autour du respect des droits des déplacés et réfugiés qui rentrent, d'activités plus opérationnelles de viabilisation des parcelles, d'assainissement, de relance économique et d'appui psychosocial.
- Au niveau stratégique, ceci impliquera un fort soutien aux mécanismes de réconciliation et de réparation, la mise en place d'un cadre national de restitution des terres et des logements, et une orientation des actions humanitaires et de développement dans les zones de retour. Cette stratégie commune devra impliquer toutes les parties prenantes (gouvernement, acteurs humanitaires et de développement, personnes affectées par les déplacements). Elle devra également s'inspirer de l'analyse des leçons apprises dans de nombreux contextes, avec leurs bonnes pratiques et leurs limites. Enfin, elle devra s'appuyer sur le renforcement des institutions impliquées dans la problématique du retour.

Le Groupe 3 (**Les enjeux urbains**) a exploré ce sujet complexe et mal connu pour essayer d'identifier des axes de travail:

- La diversité des contextes urbains en RCA a été soulignée, avec d'une part Bangui, et ensuite une multitude des villes de petite taille. Dans chacun de ces cas, les enjeux spécifiques doivent être identifiés. Néanmoins, il existe un fait commun à toutes ces villes : quelle que soit leur taille, elles sont le lieu où différentes communautés vivent ensemble. Si toutes les activités rassemblées sous l'expression « cohésion sociale » sont donc prioritaires, le groupe a insisté sur le fait que cette diversité est consubstantielle à la ville et qu'il est nécessaire que les populations comprennent que c'est en vivant ensemble, avec leurs différences, qu'elles tirent les bénéfices de la ville ;

- L'enjeu de la sécurité s'est imposé dans les discussions, elle constitue un prérequis au retour des personnes déplacées, comme à la pratique des activités urbaines : les barrages (brigandage ou abus de pouvoir) taxent ceux qui travaillent. Si le sentiment de sécurité permet l'espace public, il faut aussi bien comprendre (et expliquer) qu'un espace public partagé, avec des règles communes respectées, est le meilleur gage de sécurité. La question a été posée de ces lieux sous-intégrés où l'absence de services publics, comme d'espace publics, ne permet pas la présence de la diversité et laisse la possibilité à la violence de s'approprier des territoires ;
- L'importance des institutions urbaines a alors été soulignée : aujourd'hui, l'accès au foncier ou à l'eau potable sont des écueils dans le processus des retours. Les secteurs les plus affectés par la crise, mal desservis par le réseau d'eau potable, n'ont d'autres ressources que de nombreux puits, dont une grande proportion n'offre qu'une eau polluée. Il est nécessaire que « l'environnement urbain change » dans les quartiers affectés, ce que les projets humanitaires doivent intégrer. Ces dispositions impliquent un dialogue réel entre les acteurs humanitaires et les autorités municipales / gouvernementales. C'est tout l'enjeu du lien entre urgence et développement : que ce ne soit pas toujours les mêmes à qui profite le développement.

Le Groupe 4 (**Les transferts de compétence et de capacité : dans la planification, dans l'action, dans la coordination et la gouvernance**) a exploré toute une série de questions :

- Les faiblesses nombreuses en termes de capacités au sens large sont depuis longtemps repérées comme des entraves majeures au développement du pays, ainsi qu'à la réponse humanitaire. Les ONG nationales, en particulier, souffrent autant de problèmes de faiblesses en ressources humaines qu'en moyens effectifs pour travailler et faire partie des réseaux.
- Il est important d'assurer qu'un travail stratégique puisse être réalisé dans le secteur du renforcement des compétences. Les ONG Internationales, les institutions de formations spécialisées, les universités, les Nations unies, ont tous des rôles à jouer dans ce secteur, ce qui nécessitera la mise en place d'une coordination optimale pour éviter les doublons et les incohérences.
- Le renforcement des capacités n'est pas qu'une question de formation. Les mesures d'accompagnement et de soutien « capacitaire » sont aussi partie intégrante du processus.

Le Groupe 5 (**Gouvernance, Justice et Réparation**). a dû se pencher sur des questions très sensibles, voire politiques, mais essentielles pour la réussite de la sortie de crise. Ont été soulignés :

- L'importance de la lutte contre l'impunité, clé de la non-reconduction du conflit, mais qui demande des négociations complexes avec les perpétrateurs des actes de violence.
- La nécessaire mais néanmoins difficile construction des processus communautaires de pardon et de réintégration dans la société.
- L'importance du retour des instances régaliennes de l'Etat dans les régions, notamment autour des préfets, de la gendarmerie et des instances de justice. Il s'agira d'assurer que ces acteurs aient les moyens de travailler, mais aussi de vivre dans des conditions décentes si on veut conserver cette présence durable des services régaliens déconcentrés dans les zones éloignées.
- Le rôle de « coaching » et de soutien à la mise en place des infrastructures que la MINUSCA peut effectuer sera sans doute capital.

4. Synthèse

La synthèse d'une série d'échanges a fait ressortir un certain nombre de points saillants qui seront repris dans les messages clés de l'atelier :

- Face à l'espoir que suscitent les évolutions actuelles, avec la réussite du processus électoral qui ouvre les portes à un retour progressif des acteurs de développement, il ne faut pas oublier que dans de nombreuses zones, la situation demeure précaire et que les besoins humanitaires y restent importants ;
- Le renforcement des capacités nationales demeure un enjeu fondamental à tous les niveaux (compétence, outils et conditions de travail, etc.) qu'il s'agit de prendre en compte de façon stratégique tant en faveur des institutions nationales que de la société civile centrafricaine ;
- La coordination inter-acteurs devra faire progressivement plus de place aux acteurs nationaux avec une transition progressive et adaptées des mécanismes de coordination humanitaire vers ceux du développement ;
- Les acteurs nationaux et internationaux du secteur de la sécurité devront effectivement assurer que celle-ci prévaut sur l'ensemble du territoire, afin de permettre le retour progressif de l'Etat et des services de base ;
- Les dynamiques de dialogue et de réconciliation communautaire seront un ingrédient essentiel du retour au « vivre ensemble » et à la cohésion sociale ;
- Tout ceci demandera des ressources importantes et les bailleurs ont ici une responsabilité immense d'accompagner le pays dans sa transition vers la paix.

5. En guise de conclusion

Les enjeux de la phase actuelle et, par conséquent, l'importance de l'exercice de la journée suite à la mission du Groupe URD, ont été soulignés par le Représentant du Ministère du Plan. Il s'agira désormais de voir comment tout ceci pourra être présenté au gouvernement qui se mettra en place après les cérémonies d'investiture qui auront lieu le 30 mars 2016.

Le représentant du Ministère du Plan a remercié les participants des ministères nationaux, des institutions internationales, notamment des ONG et des Nations unies, ainsi que les représentants de la société civile centrafricaine et des bailleurs de fonds pour leurs contributions actives aux travaux de la journée. Avec plus de deux cent participants de tous horizons, cet atelier est déjà un succès, car il a permis un dialogue utile et productif entre des acteurs qui ont rarement l'occasion de pouvoir échanger de façon structurée.

Il a enfin remercié le Groupe URD pour le travail intensif réalisé depuis deux semaines dans le but de mieux comprendre le contexte centrafricain et pour la préparation de ce séminaire original et très réussi.

Annexe

AGENDA ATELIER « MIEUX LIER AIDE HUMANITAIRE ET DEVELOPPEMENT EN RCA » Jeudi 17 mars 2016 Stade « 20 000 places »		
Heure	Activités	
9h00	Ouverture	Mme la Ministre du Plan et de la coopération Madame la Ministre de l'action sociale et de l'action humanitaire Représentant des Nations Unies
9h30	Cadrage de l'atelier, les enjeux, la méthode	Groupe URD
10h00	Capitaliser sur le passé, évolutions à venir : réflexion multi-scénarios	Groupe URD
11h00	Pause-café	
11h15	Travail en sous-groupes :	Groupe 1 : Les conséquences des différents scénarios en termes de Lien Urgence Développement Groupe 2 : Garder une capacité de réponse aux crises au sein de la transition Groupe 3 : Les enjeux de l'échange d'information entre familles d'acteurs : clés de la coordination Groupe 4 : Normes et standards, enjeux de dialogue entre familles d'acteurs Groupe 5 : Sécurité, DDR
13h00	Déjeuner	
14h00	Restitution des groupes et discussion	
15h00	Travail en groupe : Eléments d'un plan d'action multi- scénarios	Groupe 1 : Articulation « sécurité/dialogue intercommunautaire/ délivrance des services » Groupe 2 : Les retours : facteurs favorables, facteurs défavorables Groupe 3 : Les enjeux urbains Groupe 4 : Les transferts de compétences et de capacités dans la planification, dans l'action et dans la coordination Groupe 5 : Gouvernance, justice et réparation
16h00	Restitution	
17h00	Conclusion et perspectives	

